



## **Pour les journalistes aussi, mille et une raisons de se mobiliser le 4 février**

Après les mobilisations dans les secteurs de la santé (21 janvier), de l'éducation nationale (26 janvier) et de l'énergie (28 janvier), les organisations CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL, MNL et FIDL appellent à une journée nationale interprofessionnelle de manifestations et de grève jeudi 4 février.

L'intersyndicale résume ainsi son mot d'ordre : « pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité ». « Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté », dénoncent les organisations ([lire le communiqué](#)).

Mobilisé depuis novembre avec de nombreuses autres organisations contre les lois liberticides, le SNJ-CGT appelle les journalistes à participer nombreuses et nombreux à cette journée du 4 février, en organisant des assemblées générales dans les rédactions, en se mettant en grève, en participant aux manifestations organisées partout en France...

Les raisons de se mobiliser dans le secteur de la presse et des médias ne manquent pas, malheureusement. A commencer par une mauvaise volonté manifeste des patrons de presse d'appliquer dans les règles le décret d'avril 2020 ouvrant le dispositif du chômage partiel aux journalistes pigistes, comme à tous les salariés.

En presse quotidienne nationale, les salariés de *L'Equipe*, toujours mobilisés, ont tenu la grève pendant deux semaines, période pendant laquelle le quotidien sportif n'a pas paru. Ils dénoncent un huitième PSE depuis 2007, qui vise à supprimer 50 postes supplémentaires, alors qu'ils sont déjà passés de 600 à 320 CDI. Dans un rapport inquiétant présenté le 14 janvier en CSE, le cabinet Apex-Isast, décrit des équipes en proie à des « burn-out, pathologies chroniques, ulcères, troubles cardiaques », « conduites addictives » et « insomnies ». Il prédit une aggravation de la situation, avec un « travail de plus en plus isolé », une « fragilisation du collectif de travail », la « crainte quant à l'augmentation du risque d'erreurs et de la baisse de qualité, source de stress », des « tensions/conflits dans les relations personnelles et professionnelles », une « surcharge de travail », des « risques de harcèlement, d'isolement »...

Au *Figaro*, le « plan de départs volontaires » de la direction table sur la suppression de 60 postes, après la disparition en 2019 de 39 postes de journalistes et en 2018 de 35 cadres et employés. Des emplois détruits et une aggravation des conditions de travail pour ceux qui restent. Le groupe se justifie par la baisse de la diffusion « papier » et fonce vers le cap du numérique, comme si l'information sur ces supports ne demandait pas, elle aussi, des moyens.

En presse quotidienne régionale aussi, les conditions de travail se durcissent, de nombreux CDD n'ont pas été renouvelés et des éditions locales regroupées, sans garantie de revenir un jour au périmètre antérieur. Le groupe Centre France (*La Montagne, La République du Centre, L'Yonne républicaine...*) a annoncé la suppression de 107 postes en « rupture conventionnelle collective », dont 56 à *La Montagne*, et la dénonciation d'une série d'accords sociaux.

Dans l'audiovisuel public, la grève a débuté le 18 janvier à France 3 contre « un projet de sous-télévision régionale ». La direction a mis en place depuis le 25 janvier une nouvelle tranche d'information régionale, sans moyens supplémentaires. Alors que le plan de « rupture conventionnelle collective » de France Télévisions vise 2 000 suppressions de postes d'ici fin 2022, dont seulement la moitié « compensées » par des embauches, et que le réseau régional de France 3, en particulier, perd déjà plusieurs dizaines de postes chaque année. Résultat : des moyens pris ailleurs, des programmes dont la qualité n'est pas toujours satisfaisante, une surcharge de travail, des risques pour la santé des salariés...

France Télévisions vient par ailleurs de supprimer le magazine *Pièces à conviction*, créé en 2000, faisant disparaître un créneau réservé à l'enquête journalistique. Les nombreuses révélations qui marquent l'histoire de *Pièces à conviction* - sur les conditions de vie dans les Ehpad, le sort des enfants placés... - prouvent pourtant sa pertinence. Il était à l'origine fabriqué en interne et il a ensuite été entièrement externalisé, ne gardant que la rédaction en chef et la présentatrice.

De son côté, Bolloré est, via le groupe Vivendi, sur le point de racheter Prisma Média, premier groupe de presse magazine français. Au vu de la répression qui règne à la moindre critique chez Canal+, les journalistes de Prisma ont du souci à se faire. En particulier, comment la rédaction de *Capital* pourra-t-elle continuer à publier des sujets concernant les activités du groupe Bolloré ?

La presse professionnelle et spécialisée paye également un lourd tribut aux exigences de rentabilité financière des patrons de presse. Au sein du groupe Infopro Digital, la rédaction du *Moniteur du BTP* a fait grève en décembre pour dénoncer la multiplication des départs non remplacés. Les « budgets piges » sont sous pression permanente et les barèmes des feuillets, photos ou dessins n'ont pas été revalorisés depuis une décennie. *Le Journal de l'environnement* est, lui, purement et simplement rayé du paysage par l'éditeur, tandis que les éditions « papier » de trois autres titres du groupe - *La Gazette Santé Social, Acteurs du sport* et *Acteurs de la vie scolaire* - vont prochainement disparaître.

Chez Reworld Media, la purge se poursuit au sein des anciens titres de Mondadori France, dont *Science & Vie*, où la rédaction a fait grève en septembre et voté en novembre une motion de défiance envers sa direction. Sous la pression du nouvel actionnaire, la qualité et le sérieux du mensuel laissent place à un dangereux mélange des genres avec la communication et la publicité.

De telles pratiques ne peuvent que renforcer la défiance du public envers les journalistes qui - même si elle diminue légèrement et que l'intérêt pour l'actualité remonte - reste à un niveau élevé, selon le sondage annuel publié par *La Croix* ([lire ici](#)).

Défense de l'emploi, des salaires, des conditions de travail, lutte contre la précarité : le SNJ-CGT fait siennes ces revendications, intimement liées à la qualité de l'information, et appelle à une forte mobilisation le 4 février, partout en France.

A Paris, la manifestation partira à 14 heures de la place de la République ([télécharger le tract de la CGT Ile-de-France](#)).

**Montreuil, le 28 janvier 2021.**